

**Accord professionnel**

**CAISSE D'ÉPARGNE**

---

AVENANT DU 23 MARS 2012

À L'ACCORD DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2010 RELATIF AUX CONDITIONS D'ACCÈS  
ET À L'UTILISATION DE L'INTRANET ET DE LA MESSAGERIE

NOR : ASET1250796M

Entre :

Le BPCE,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

Le SNE CFE-CGC ;

Le SNP FO ;

L'UNSA ;

Le syndicat SUD,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les parties signataires conviennent de proroger pour une durée maximale de 3 mois les dispositions de l'accord collectif national du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant sur les conditions d'accès et d'utilisation de l'intranet et de la messagerie par les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche, soit jusqu'au 30 juin 2012.

Dans l'hypothèse où la négociation en cours aboutirait à la conclusion d'un accord collectif national avant cette date, la prorogation prévue par le présent accord prendrait fin et les dispositions de l'accord collectif national du 1<sup>er</sup> avril 2010 cesseraient de s'appliquer à compter de la date de mise en œuvre de l'accord nouvellement conclu fixée par les parties.

**Article 2**

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 3 mois au plus à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012. Le présent dispositif cesse en tout état de cause de produire effet le 30 juin 2012.

En aucun cas, il ne pourra, à l'échéance, produire ses effets comme un accord à durée indéterminée, les parties décidant de faire expressément échec à la règle prévue à l'article L. 2222-4 du code du travail.

Les signataires du présent accord peuvent en demander la révision conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée

avec avis de réception à chacune des parties signataires. Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision et doit être accompagnée de propositions écrites de substitution.

Dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande de révision, les parties devront se rencontrer pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

### **Article 2**

Le texte de l'accord sera déposé par BPCE conformément aux dispositions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 23 mars 2012.

(Suivent les signatures.)